



Lettre n° 290 du 4 juin 2023

Au sommaire :

- « *On ne combat pas l'extrême-droite par des arguments moraux* », oui. Combattre Le Pen, c'est combattre Macron et la politique du CAC40. Le 6 juin toutes et tous dans la rue ! - François Minvielle
- Loi de programmation militaire... Non à l'union sacrée contre les travailleur.es et les peuples ! Non à la guerre ! - Christine Héraud

« On ne combat pas l'extrême-droite par des arguments moraux », oui. Combattre Le Pen, c'est combattre Macron et la politique du CAC40. Le 6 juin toutes et tous dans la rue !

La petite phrase de Borne dimanche dernier, présentant le RN comme « *héritier de Pétain* », lui a valu un recadrage puis une réaffirmation de sa « *confiance* » par Macron... Qu'il soit en train de la liquider ou de la remettre à sa botte, qu'importe... la crise politique est bien là, et il y répond en concentrant les pouvoirs entre ses mains et en faisant la politique que Le Pen aimerait faire en accédant au pouvoir.

Car quand Macron répond à Borne « *On ne combat pas l'extrême-droite par des arguments moraux* », après avoir repris à son compte la « *décivilisation* » chère à Le Pen, loin de la combattre, il montre surtout qu'il cherche à renforcer son pouvoir sur un bloc réactionnaire qui partage les mêmes « *valeurs* », sécuritaire et offensif contre le monde du travail.

Combattre l'extrême-droite, dès maintenant, c'est combattre Macron, sa politique et ses commanditaires du CAC 40, pour défendre les retraites et les salaires, pour faire vivre la démocratie par en bas au sein du mouvement.

Diversions parlementaires et offensive sécuritaire, nationaliste et xénophobe

A l'approche du 8 juin et du vote de la loi du groupe LIOT pour abroger la réforme des retraites, macronistes et LR ont asséné un énième coup de force. Ils ont fait sauter l'article 1, celui de l'abrogation proprement dite au sein de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée, qui examinait la loi.

LIOT et NUPES cherchent comment réintroduire l'article sous forme d'amendement ou présenter une nouvelle motion de censure. Mais la présidente de l'Assemblée a toujours sous le coude l'article 40 lui permettant de rejeter le vote... et le Sénat sera là pour s'opposer à la loi si

elle était adoptée. Au-delà de ces manœuvres parlementaires, l'épisode illustre le renforcement des liens entre LR et macronistes dans une surenchère réactionnaire.

On le mesure avec la loi immigration de Darmanin. Après avoir proposé deux autres textes plus xénophobes encore, le LR Ciotti a dit « *chiche* » à Darmanin, qui a répondu lui aussi « *Chiche, travaillons ensemble... il y a des propositions, nombreuses, sur lesquelles nous sommes d'accord chacun doit faire un pas* ». Une entente pour durcir davantage encore le racisme du texte de loi : fixer des quotas sur les migrants, restreindre ou supprimer l'AME (aide médicale de l'État destinée aux sans-papiers), etc.

Macron soutient l'offensive de Darmanin et a désavoué à plusieurs reprises Borne et ses proches. Le bloc réactionnaire prend forme, partageant les mêmes « *arguments moraux* » dirait Macron, à commencer par le mépris des classes populaires, la haine des pauvres et des étrangers, la même morale en effet que leurs concurrents du RN. Il y a cinq ans, le 1^{er} juin 2018, ces derniers changeaient de nom et Le Pen proclamait : « *La vérité, c'est que le monde change, et nous aussi* ». Bardella se félicite aujourd'hui « *on récolte ce que Marine Le Pen a semé* ». Ils peuvent déjà se réjouir que leur politique raciste et nationaliste soit en marche, contre les migrants, la répression à Mayotte, l'augmentation des budgets de guerre et des forces de police... Ils n'ont qu'à ajouter que ce n'est pas assez.

Le plan Attal contre la « *fraude sociale* » va dans le même sens. Présenté cette semaine, il l'estime à 15 milliards... mais ne fera rien ou presque, contre la fraude aux cotisations patronales qui en représente plus de la moitié, 8 milliards, et cela alors que les subventions à fonds perdus versées au patronat s'élèvent à plus de 150 milliards par an.

Macronistes, LR, lepenistes, ils sont tous d'accord pour les mesures de flicage, comme le projet de fusion de la carte vitale avec la carte d'identité, ou des règles xénophobes, comme celle qui imposerait aux 500 000 retraités étrangers pauvres de séjourner 9 mois en France au lieu de 6, pour percevoir l'aide de solidarité aux personnes âgées, ex « *minimum vieillesse* », 960 € au maximum, avec l'impossibilité à partir du 1^{er} juillet qu'elle soit versée dans une banque hors UE.

Face à la concurrence mondialisée, tout pour les patrons

Ces attaques s'ajoutent à celles contre les retraites, les allocataires du RSA, les chômeurs, tous les services publics pour nous rendre coupables de la crise et dégager de l'argent public pour financer la dette et le patronat.

Au nom de la réindustrialisation, les multinationales sont arrosées, comme l'usine de production de batteries ACC, lancée par Stellantis, Mercedes et TotalEnergies. Elle recevra 800 millions de l'Etat français et 500 millions de l'Allemagne. L'usine concurrente Verkor, de Renault, Maquarie et SibanyeStillwater, touchera 120 millions de la CDC et une aide de la Banque Européenne pour l'Investissement.

Ce ne sont que deux exemples du « *quoi qu'il en coûte* » pour limiter les effets de la crise qui s'étend. Dans l'immobilier, le recul des transactions se répercute déjà par une hausse importante des faillites d'agences, des promoteurs, des constructeurs... Dans la distribution, Casino serait au bord de la faillite avec plus de 3,4 milliards de dettes non garanties.

Les profits du CAC40 n'ont jamais été aussi élevés... et la bourgeoisie s'inquiète. *Le Figaro* du 27 mai se félicite que « *le CAC40 progresse contre vents et marées* » mais *Les Echos*, le même jour, voient « *L'économie française sous la menace d'un coup de frein* ». La bourgeoisie navigue à vue et exige de l'Etat qu'il garantisse ses profits à venir.

Romarc Godin, dans *Médiapart*, décrit une « *économie, coincée entre récession et inflation, prise au piège de ses propres limites* ». Il souligne que le ralentissement de l'inflation n'efface en rien les hausses déjà subies, notamment les 14,1% sur les produits alimentaires en un an. La hausse des prix imposée par les multinationales et la finance pour compenser la baisse des ventes atteint ses limites et a fini par provoquer un recul de la consommation qui a atteint son plus bas niveau depuis la crise de 2008-2009. Tous les facteurs se combinent pour aggraver la situation, inflation, hausse des taux d'intérêt, compression des salaires réels, qui ruinent la consommation et rapprochent de la récession.

L'impasse de l'intersyndicale

Cette situation pose le problème de remettre en question ce système capitaliste qui entraîne le monde dans sa faillite. Pour la NUPES, il n'en est pas question. En colloque à la Sorbonne, elle a montré une fois de plus qu'elle patauge dans ses manœuvres pour les prochaines élections... et est incapable de faire autre chose que de la

diversion parlementaire, ou pire, d'apporter son soutien discret à la politique militariste de Macron.

De son côté, l'intersyndicale a exprimé ses craintes dans sa déclaration du 30 mai : « *si, encore une fois, le gouvernement s'obstine à passer en force... la colère n'en serait que renforcée* ». Un constat bien impuissant, ne cherchant certainement pas à encourager cette colère et à l'armer de perspectives.

Après les rencontres bilatérales avec Borne, l'intersyndicale n'en a pas, si ce n'est en appeler une fois de plus à la réouverture du dialogue « *pour permettre une négociation collective de qualité dans le cadre d'une démocratie sociale avérée ... l'intersyndicale demande d'améliorer et renforcer les moyens pour les représentants du personnel en termes d'heures de mandats* ».

« *Des moyens pour les représentants du personnel* »... mais aucune revendication claire sur les salaires, qui pourrait être un encouragement pour les luttes dans les entreprises. Les ouvrières de Vertbaudet viennent d'arracher de 90 à 140 € net d'augmentation, après 72 jours de grève. Entre 1000 et 2000 salariés de Disneyland Paris ont manifesté cette semaine dans le parc pour exiger 200 € nets, du jamais vu. Les revendications d'augmentations uniformes se popularisent, comme 150 € ou 250 € pour tou-te-s. Dans de nombreuses discussions, la réflexion fait son chemin sur l'échelle mobile des salaires, l'indexation immédiate sur l'inflation. Mais pas question pour l'intersyndicale de faire des salaires une nouvelle bataille politique globale pour l'ensemble du monde du travail, alors qu'il y a bien une politisation autour de ce besoin vital. Elle se contente d'affirmer : « *Le SMIC doit demeurer un salaire d'embauche et ne peut pas être une trappe à bas salaires maintenant les salariés au SMIC toute leur carrière professionnelle* ».

L'explication de l'impasse dans laquelle s'est enfermée l'intersyndicale est bien là. En fait, les revendications, comme les salaires ou le rejet de la réforme des retraites, prennent un contenu politique radical, contestent le système, posent le problème de qui décide, pour quels intérêts... la question de la lutte des classes jusqu'au pouvoir, que l'intersyndicale rejette et combat... « *dialoguons !* » dit-elle à nos ennemis.

Le 6 juin, toutes et tous dans la rue et préparons la suite

La colère est là. Elle se manifeste dans de nombreuses grèves. Elle pourrait éclater dans l'éducation nationale où le Pacte de Ndiaye est vécu comme une provocation, une casse des conditions de travail et du statut au prix d'une prime minable, sans parler du démantèlement de l'enseignement professionnel.

Malgré le ralentissement de la fréquence des journées nationales de grève, les initiatives de contestation continuent. Toute une partie du mouvement qui s'est organisée indépendamment de l'intersyndicale nationale, dans des collectifs, des réseaux, des assemblées, continue de discuter et décider de ses propres actions.

Cet acquis d'une partie du mouvement qui réunit des travailleur·ses, des jeunes, des syndicalistes, des gilets jaunes, et qui fait vivre sa propre organisation démocratique constitue sa force la plus vivante, la plus dynamique, qui prend ses initiatives sans attendre les consignes. Cette démocratie par en bas est la condition même de l'action et de la politisation, qui fait le lien entre les expériences militantes collectives et les prises de consciences pour comprendre et discuter de nos tâches, de nos perspectives.

C'est une première étape pour que le mouvement pense par lui-même des perspectives hors du cadre institutionnel, sans rien attendre ni du parlementarisme ni du « dialogue social », mais en cherchant à donner un contenu au « *Macron dégage !* ». Il ne peut être progressiste que si on lui fixe la perspective du contrôle démocratique des travailleurs sur toute la société, pour renverser le capitalisme, qui ne peut naître que de l'expérience du contrôle démocratique de nos propres luttes.

Dans un contexte de crise et de bouleversements politiques et économiques, d'impuissance et de déstabilisation de toutes les vieilles organisations issues du mouvement ouvrier, toutes les évolutions sont possibles. La poussée réactionnaire autour de Macron, s'appuyant sur le refus de l'affrontement de l'intersyndicale, provoque déjà une phase de doute chez de nombreux travailleurs, elle peut provoquer une démoralisation dans une fraction de notre classe tandis qu'une autre relève la tête, s'organise, cherche les idées de son émancipation collective. Nous avons besoin de voir et discuter tout ça lucidement, pour se projeter, construire dans la durée, discuter nos perspectives pour défendre nos droits, transformer la société, en prendre le contrôle.

Soyons nombreux·ses le 6 juin pour faire entendre notre colère et construire la suite de notre mobilisation.

François Minvielle

Loi de programmation militaire... Non à l'union sacrée contre les travailleur.es et les peuples ! Non à la guerre !

La loi de programmation militaire qui devrait être votée le 6 juin se discute discrètement à l'Assemblée en séance plénière depuis le 22 mai sans rencontrer de grand écho médiatique. Pas de joutes parlementaires pour une loi qui s'apprête à être votée sans soulever d'opposition, sinon à la marge, qui sur le fond fait l'unanimité de la gauche à l'extrême-droite. Elle a été adoptée le 12 mai en commission de défense nationale de l'Assemblée nationale, sans aucun vote contre, les députés PS et EELV s'abstenant, ceux de LFI ne prenant pas part au vote, sans désaccords de fond.

La loi de programmation militaire qui fixe les orientations de la politique dite de défense pour les années 2024-2030 porte à 413 milliards d'euros le budget de l'armée, en augmentation de 40 %. « *Un effort historique* » a dit Macron, « *la précédente loi de programmation militaire avait prévu 295 milliards d'euros de dépenses* ». Il s'aligne sur les exigences de l'impérialisme américain et de l'OTAN d'augmentation des budgets militaires à hauteur d'au moins 2 % du Produit Intérieur Brut, un objectif qu'il prévoit d'atteindre à partir de 2025.

Le budget du programme nucléaire militaire double, avec la construction d'un nouveau porte-avion nucléaire. Des milliards seront investis dans le renseignement, les défenses cyber, sol-air, spatiale et maritime, dans des armements plus modernes qui incluent la haute technologie comme les drones, les robots, l'intelligence artificielle, une technologie de pointe au service de la guerre et des profits des marchands de canons. Les effectifs du ministère des Armées vont augmenter alors qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires, que les services publics sont dans un état dramatique, comme la santé, les services sociaux

ou l'éducation où aucun poste n'est créé dans les écoles pour la rentrée 2023.

Ces dépenses seront bien plus importantes car, précise le gouvernement : « La programmation militaire n'inclut pas les moyens dédiés au soutien militaire à l'Ukraine qui seront financés par ailleurs », hors PLM et sans limites fixées, pour la formation en France de milliers de soldats ukrainiens, l'envoi en Ukraine de conseillers militaires ou de milliers de soldats français et d'armements de toutes sortes en Roumanie, dans les pays baltes...

« *Nous sommes en guerre* », n'a cessé de répéter Macron, économique, contre le Covid, contre « *l'agression de Poutine* » en Ukraine... un discours belliciste, de chef de guerre qui voudrait embrigader les classes populaires, les travailleurs et la jeunesse dans l'Union sacrée pour la guerre qu'il mène en Ukraine derrière Biden et l'Otan, pour les soumettre aux intérêts des classes possédantes, leur faire accepter les sacrifices de l'« *économie de guerre* » et les nouvelles attaques à venir.

Le quoi qu'il en coûte pour la guerre, qui creuse la dette et alimente l'inflation sera payé par les travailleur.es et les classes populaires, les seul.es à qui il est demandé des sacrifices, au nom de ce que seraient « *nos valeurs communes* », de la démocratie contre les dictatures, cette démocratie désavouée, contestée par le mouvement social et sa colère qui ne faiblit pas contre Macron et son monde.

« Se préparer à des guerres de haute intensité »

« *L'armée française se prépare à une guerre de haute intensité* » avait titré *Le Monde* le 15 novembre 2022 dans

lequel un responsable de l'état-major expliquait la nécessité de répondre à l'évolution du contexte géostratégique et à la « *perspective d'un conflit majeur* ». « *Il faut se préparer au pire pour éviter qu'il arrive ou pour pouvoir en atténuer les conséquences* », y affirmait le général Métayer. Quant aux mots du chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard, « *La force militaire fait un retour brutal sur la scène internationale* » (11 novembre 2022), ils résument l'escalade guerrière, la guerre économique qui se mène dans le monde par les armes, les guerres, les bruits de bottes... Le pire ne pourra être évité tant que les classes possédantes continueront à imposer à la société leur domination de classe et la loi folle du profit, au prix de mettre le monde à feu et à sang comme aujourd'hui en Ukraine.

Lors d'une visite à Eurosatory, le salon mondial de la défense et de la sécurité, le 13 juin 2022, Macron avait assuré du soutien jamais départi de l'État les dirigeants de la base industrielle et technologique de défense (BITD), qui regroupe les 4 000 entreprises du secteur, les incitant à passer à la vitesse supérieure : « *Il faudra aller plus vite, réfléchir différemment sur les rythmes, les montées en charge, les marges, pour pouvoir reconstituer plus rapidement ce qui est indispensable pour nos forces armées, pour nos alliés ou pour celles et ceux que nous voulons aider* ». « *Vous m'aurez à vos côtés* », avait-il ajouté, promettant des « *décisions* » et des « *investissements* ». Une promesse de super-profits pour les marchands de canons, financés par l'Etat. L'industrie de l'armement ne connaît pas la crise.

« *Ces dépenses sont nécessaires pour faire face aux désordres du monde* », a défendu Thomas Gassilloud, député Renaissance lors du débat parlementaire, « *La priorité est de continuer à réparer nos armées après ces trente années de dividendes de la paix* », comme si la paix avait jamais existé pendant ces trente dernières années.

L'agression de l'Ukraine par Poutine le 24 février dernier marque un tournant dans la situation mondiale et ouvre la perspective de conflits « de haute intensité » entre grandes puissances. L'intensification de la guerre et des envois d'armements de l'OTAN inscrivent l'état de guerre dans la durée, comme s'y préparent et l'ont déclaré dernièrement les dirigeants du G7 au Japon, une guerre permanente mondialisée, conséquence de la décomposition du capitalisme mondialisé financiarisé. La concurrence pour l'appropriation des marchés, des ressources, de positions géostratégiques exacerbe les tensions militaires dans le monde, le menaçant d'une conflagration généralisée.

Les Etats se réarment. Les budgets militaires explosent. Les dépenses en Europe ont dépassé leur niveau de la fin de la guerre froide. Rien que pour l'année 2023, les États-Unis ont augmenté leur budget militaire de 8 %, la Chine de 7,2 %. Le Japon, rupture historique, aura doublé son budget militaire d'ici 2027. En 2022, l'Allemagne a annoncé une augmentation de ses dépenses militaires de 100 milliards d'euros. Un détournement massif des richesses

produites par les travailleurs et les peuples pour les préparatifs de guerre des classes dominantes concurrentes et rivales.

Union sacrée à l'Assemblée

L'offensive belliciste et nationaliste du gouvernement n'a pas rencontré d'opposition à l'Assemblée. Les députés, de la gauche à l'extrême-droite, partagent le même objectif de renforcement des budgets militaires, au nom de l'indépendance de la France, de la défense de valeurs prétendument communes, pour « *maintenir le rang de la France parmi les premières puissances du monde* » comme l'a déclaré le ministre de la Défense Lecornu en ouvrant le débat à l'Assemblée, voulant encore croire et faire croire aux classes populaires à cette dite grandeur qui reposait sur le pillage des peuples de son vaste empire colonial, époque révolue.

Les oppositions se sont limitées à des surenchères ou des critiques qui ne remettent pas en cause l'explosion des budgets militaires. Les députés LR ne semblent préoccupés que par l'étalement trop tardif des principales dépenses, dont l'impopularité n'interviendrait qu'après les prochaines présidentielles.

Le Rassemblement National s'en est pris aux programmes de production d'armements franco-allemands défendus par le gouvernement, l'Allemagne se conduisant comme « *un partenaire qui n'a qu'une idée : nous remplacer* », et aux bavardages sur « *l'Europe de la défense* », au moment où justement « *les Allemands achètent [des F-35] américain* ».

Alors que les classes populaires souffrent de l'inflation, des bas salaires, du chômage, de la politique égoïste des classes privilégiées, tous voudraient nous faire croire que nous partageons les mêmes intérêts, que nos adversaires seraient de l'autre côté des frontières, les travailleur.es et les peuples, exploité.es et pillé.es par les mêmes patrons et multinationales, la même classe capitaliste.

La gauche nationaliste et militariste

La NUPES, dans la continuité de la vieille gauche parlementaire participe à l'Union sacrée et ne s'est pas démarquée de l'offensive militariste et patriotique. Tous ses députés se sont inscrits dans la discussion et dans l'écriture du projet de loi du gouvernement en proposant 388 amendements sur les 1133 examinés en commissions préparatoires, tout en présentant son propre contre-projet. Dans les amendements de LFI, « *en cohérence avec celui garantissant l'inscription des 413,1 milliards dans le marbre de la loi* » l'un d'eux pointait « *l'hypocrisie du gouvernement qui parle sans cesse d'économie de guerre sans véritablement s'en donner les moyens* ». Le PS qui revendique 30 milliards supplémentaires et LFI défendent « *davantage de blindés Griffon et Jaguar* », les écologistes davantage de « *porte-hélicoptères amphibies* » et de « *patrouilleurs océaniques* ». Le PC a été à l'unisson de ce patriotisme salué par le ministre Lecornu parce qu'il « *correspond à la stratégie de souveraineté qu'on souhaite avoir* », Fabien

Roussel déclarant sur France Inter le 22 mai : « *Avoir un budget plus important permettant de nous protéger des menaces, des cyberattaques, des nouvelles technologies, d'investir dans la recherche, oui, mille fois oui. Permettre à nos soldats d'être mieux équipés, de pouvoir s'entraîner, d'avoir des équipements modernisés, oui, mille fois oui. En revanche, investir à ce niveau-là (...) pour bâtir une armée d'intervention sur des terrains extérieurs quand on sait qu'on est aligné sur l'OTAN et derrière les États-Unis, c'est pour nous un sujet.* »

Un discours souverainiste, qui rejoint celui du RN qui défend lui aussi une sortie du commandement intégré de l'OTAN, partagé par Mélenchon qui déclarait en février 2022, alors que le gouvernement venait d'annoncer ses projets d'augmentation des budgets pour la future LPM. « *Nous ne croyons ni à l'Otan, ni à la Défense européenne qui en est la déclinaison régionale. Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir une Défense européenne qui ne soit autre chose qu'une succursale de l'Otan.* ». Il ajoutait, soutenant l'augmentation des budgets militaires : « *On n'aura pas la réaction pavlovienne, parce que l'on vient de la gauche et dès qu'on parle de budget militaire, de dire « non, non... On va faire des écoles à la place »* ».

Le souverainisme et le militarisme de la NUPES s'inscrivent dans toute la politique de la gauche social-démocrate et stalinienne, depuis l'après-guerre, de soutien aux intérêts de la bourgeoisie et à la politique coloniale de De Gaulle, des massacres de Sétif en Algérie en 1945 quand ses ministres siégeaient dans le gouvernement d'union nationale à la défense de l'Algérie française en 1956, en passant par la guerre d'Indochine, contre les peuples qui luttaient pour leur émancipation.

Une continuité nationaliste et militariste qui désarme les travailleurs et la jeunesse, les soumet à la pression des classes dominantes et de l'Union sacrée autour de la guerre en Ukraine et des multiples guerres dans lesquelles l'armée est engagée pour défendre les intérêts de la bourgeoisie et des multinationales françaises.

Guerre à l'extérieur et guerre à l'intérieur contre les travailleurs, les classes populaires et la jeunesse

« *Bercy prépare les esprits à des mesures douloureuses sur la dépense publique pour son budget 2024* » expliquaient *Les Échos* du 9 mai. Les « esprits » sont bien les salarié.es, les classes populaires à qui le gouvernement se prépare à faire payer le quoi qu'il en coûte pour la guerre, les centaines de milliards qui seront engloutis dans la destruction de matériels, de villes, dans la mort de femmes et d'hommes. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, n'a-t-il pas déclaré en janvier : « *Nous passerons au peigne fin toutes les dépenses publiques* » afin de procéder à des « *réductions significatives* » dans le budget 2024. Des coupes claires estimées à 7 milliards... qui manqueront aux classes populaires, à la jeunesse et continueront d'opérer le transfert des richesses du travail vers le capital, après la réforme des retraites, les réformes de l'assurance-chômage et du RSA...

Le cynique Macron veut consacrer aux « classes moyennes » 2 milliards pour « rendre de l'argent » à « ces français et françaises qui travaillent dur », véritable provocation envers les classes populaires, les salarié.es, les précaires, les premier.es de corvée contre lesquels il mène la guerre de classe, la guerre de l'intérieur.

Macron veut aussi mettre la jeunesse au pas, la discipliner et lui inculquer les valeurs patriotiques avec la mise en place d'un Service National Universel, le SNU, qu'il voudrait rendre obligatoire d'ici 2026, pour la former à « la défense et à la sécurité intérieure », encadré par l'armée, avec garde-à-vous et salut au drapeau.

L'offensive militariste et nationaliste répond aux besoins de la « *sécurité intérieure et extérieure* », la « *sécurité globale* » pour maintenir la domination des classes privilégiées par le renforcement de l'autoritarisme de l'Etat, le durcissement des lois liberticides, la répression de celles et ceux qui contestent, de la jeunesse des quartiers populaires, contre le mouvement social qui refuse de tourner la page et pose l'exigence des salaires, du pouvoir d'achat, des retraites, des services publics...

Rompre avec l'union sacrée. « L'ennemi principal est dans notre propre pays » (Karl Liebknecht)

En s'émancipant à travers le mouvement, en politisant sa lutte, en luttant pour ses propres intérêts, une fraction des travailleurs et de la jeunesse est en train de prendre conscience de ses intérêts de classe, irréconciliables avec ceux du patronat, des classes possédantes et des politiciens qui les servent, sans avoir encore la conscience claire et la force de formuler une politique de classe qui rompe avec l'union sacrée et se dégage des préjugés nationalistes, chauvins, qui affirme que l'ennemi principal est d'abord dans son propre pays, sa propre bourgeoisie et son Etat. Si l'opposition à la guerre, que les dirigeants des puissances occidentales mènent contre Poutine avec les peuples ukrainiens et russes comme fantassins, ne se formule pas, elle existe bel et bien dans la conscience de beaucoup de travailleur.es et de jeunes qui assistent tous les jours en direct au terrible drame que vivent les populations en Ukraine et les soldats des deux camps, leurs familles.

La lutte contre la guerre, contre l'escalade militariste, nécessite de rompre avec l'union sacrée, de développer une politique de classe, indépendante des appareils politiques et des institutions, qui dénonce la guerre menée par Macron en Ukraine derrière Biden et l'Otan pour le compte du capital occidental, une guerre contre les travailleurs et les peuples.

Elle nécessite le refus des budgets militaires, du SNU, de défendre un programme pour les salaires, les retraites et les pensions indexés sur les prix, contre les licenciements, pour les budgets publics, pour la défense des droits démocratiques et des libertés, l'ouverture des frontières, qui pose la question du nécessaire contrôle des travailleurs et de la jeunesse sur l'ensemble de la société. Au patrio-

tisme, au protectionnisme, les travailleurs opposent la solidarité internationale, la coopération entre les travailleurs et les peuples, condition pour en finir avec les guerres et garantir aux peuples une paix démocratique dans le respect de leurs droits.

Cette indépendance totale de la politique de la bourgeoisie et de son État, de sa propagande mensongère sous-

tendues par le nationalisme et la xénophobie est aussi la condition pour que nous soyons à même de défendre nos intérêts sociaux et démocratiques pour en finir avec la dictature du profit et de la finance.

Christine Héraud